des additions, des reports et à compter le numéraire en caisse.

Dans d'autre pays, notamment en Angleterre et en France, les actionnaires élisent, indépendamment des directeurs, des auditeurs sérieux, appelés *Auditors* à Londres et *Censeurs* à Paris, qui leur sont directement responsables et responsables civilement, c'est-à-dire qu'ils sont tenus de rembourser les pertes provenant de leur négligence. Ces auditeurs ou censeurs ont un droit absolu de contrôle sur l'administration de la compagnie ; ils peuvent interdire certains paiements, exiger certaines réformes et, en cas de résistance de la part des directeurs, convoquer les actionnaires en assemblée pour les faire juges entre eux et le conseil d'administration. Si ce dernier a la direction exclusive des affaires de la compagnie, les auditeurs ont le contrôle de toutes les opérations de caisse et sont responsables de toute la comptabilité.

On conçoit quelle sécurité pour les actionnaires canadiens serait la nomination d'auditeurs ainsi constitués en autorité, dans les compagnies, banques, assurances, etc., où ils ont placé leurs capitaux. Mais on nous dira qu'il serait peut-être difficile de trouver parmi les actionnaires deux ou trois hommes compétents, experts en comptabilité, qui voulussent accepter les fonctions et les responsabilités de censeurs. Nous croyons nous-même que, pour notre pays, il vaudrait mieux choisir en dehors des actionnaires au besoin, un ou deux experts comptables, pour les charger de ce service. Un règlement intérieur suffirait pour créer la charge, en spécifier les fonctions et les responsabilités et y attacher des appointements convenables. La nomination serait faite par les actionnaires réunis en assemblée générale annuelle, à laquelle assemblée l'auditeur ou comptable ferait son rapport annuel. Sans être tenu de suivre jour par jour les opérations de la compagnie, l'auditeur devrait faire une inspection hebdomadaire, ou, tout au moins, bi mensuelle ; et transmettre de temps à autre ses observations au bureau de direction.

Tous ceux qui suivent d'un peu près l'administration de nos compagnies à fonds social savent qu'il en est plusieurs où la nécessité d'une inspection efficace et indépendante se fait vivement sentir. Nous dirons plus, il y a un bon nombre de maisons de commerce où l'inspection sérieuse, faite à l'improviste, par un comptable, rendrait service aux pro-

priétaires. L'honnêteté du comptable de la maison ne peut pas en être moindre pour être entourée de ces précautions, et il est parmi les caissiers et les comptables, des vertus qui ont besoin d'être surveillées de près pour rester intactes.

C'est donc autant pour les compagnies commerciales et industrielles que pour les banques, que nous demandons la vérification plus rationnelle, plus sérieuse et plus indépendante des livres et de la caisse.

LA VACHE CANADIENNE

Le Canada a été colonisé par les Français *qui y envoyèrent du bétail, dès avant 1660*. (Ernest Gagnon, causerie). Ces importations se renouvelèrent fréquemment jusqu'à la cession de la colonie aux Anglais.

La ressemblance de notre petite vache canadienne avec la vache bretonne, nous autorise à croire que c'est de la Bretagne que nous vinrent nos bestiaux. En tout cas, il est impossible qu'il nous soit venu, durant cette période, d'autre bétail que celui qui nous était envoyé par les Français. Pendant près d'un siècle et demi non seulement nos bestiaux conservent toute leur pureté de sang mais, de plus, la consanguinité fut évidemment beaucoup pratiquée, et les caractères de la race devinrent de plus en plus fixes.

Arrive la cession ; durant assez longtemps le pays s'occupe plutôt de politique que d'agriculture ; les personnages dirigeants de la nation sont retournés en France ; le peuple (le soldat-laboureur) seul reste avec le clergé, lequel est plus versé dans la direction des âmes, que dans celle de l'agriculture et de l'élevage des animaux. Il est donc raisonnable de penser, (considérant aussi les moyens limités, de tous les colons), que ce n'est pas, chez nos compatriotes que sont allés les quelques têtes de bétail étranger importé durant les 50 premières années du régime nouveau. M. Rodden, le président de la Société des éleveurs d'Ayrshires, nous informe, en effet, que ce sont les gouverneurs, les marchands, les armateurs, les cultivateurs (anglais probablement) qui les achètent des capitaines de navires qui, de temps en temps, en amènent (*for the use of passengers on the voyage*) pour l'utilité des passagers durant la traversée.

Ces importations de bétail étranger ont été peu nombreuses et peu considérables jusqu'en 1800. Depuis 1800 jusqu'à 1850, elles se répètent

plus fréquemment, mais au seul profit des Anglais et de quelques riches Canadiens-français.

D'ailleurs, l'agriculture est affreusement négligée, la routine est reine et maîtresse, l'apathie est pire qu'elle n'a jamais été, le cultivateur canadien français voit avec plaisir ces quelques représentants des races bovines étrangères, il les admire, mais il n'en achète pas.

Pendant ce temps-là, notre bétail canadien reste pur de tout alliage, au grand désespoir des soi-disant hommes de progrès, qui ont fait l'acquisition d'animaux étrangers.

De 1850 à 1884, la Chambre d'Agriculture, qui est composée d'Anglais et de Canadiens riches et bien intentionnés, mais peu renseignés sur le sujet, fait des efforts considérables pour répandre les Ayrshires et les Durhams. Il faut dire que tous les membres de cette chambre sont des éleveurs de l'une ou l'autre de ces races de bestiaux, et qu'en travaillant à leur dissémination ils travaillaient pour leurs propres intérêts. Mais j'admets volontiers que tous étaient sincères, et croyaient qu'en agissant ainsi ils travaillaient dans l'intérêt du pays. Heureusement que les choses n'étaient pas prêtes pour faire accepter ces idées de progrès. Il aurait fallu commencer par améliorer la culture, augmenter les rendements, cultiver les fourrages verts et les racines fourragères, et ensuite on aurait pu présenter le bétail étranger avec des chances de le voir adopter d'une manière générale.

Pendant ce temps-là le cultivateur canadien reste apathique, routinier, néglige ses animaux, cultive exclusivement des graminées, et garde, grâce à ce concours de circonstances, son bétail dans toute sa pureté de sang.

Les races étrangères ont pris racine dans les environs des villes, dans les Cantons de l'Est, chez les Anglais, chez beaucoup de communautés, dans les écoles d'agriculture, chez un certain nombre de Canadiens de progrès ; mais la masse des cultivateurs a gardé son bétail canadien.

Pourtant le Conseil d'Agriculture, qui, après 1887, avait remplacé la Chambre du même nom, faisait des efforts inouïs pour lui substituer les Ayrshires et les Durhams. Il alla jusqu'à décréter qu'il n'y avait plus de bétail canadien et qu'on ne donnerait de prix aux expositions qu'aux bestiaux de pure race (lisez Ayrshires et Durhams). Il enseignait cette doctrine avec une telle persistance que, chose curieuse, elle